RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 15034
Numéro SIREN : 589 803 261
Nom ou dénomination : TECHNIP

Ce dépôt a été enregistré le 09/11/2016 sous le numéro de dépôt 110469

1611059008

DATE DEPOT : 09/11/2016

NUMERO DE DEPOT : 2016R110469

N° GESTION : 2010B15034

N° SIREN : 589803261

DENOMINATION : TECHNIP

ADRESSE : 89 AVENUE DE LA GRANDE ARMEE 75116 PARIS

DATE ACTE : 25/10/2016

TYPE ACTE : Extrait de procès-verbal

Technip

Extrait certifié conforme à l'original, le 25/10/2016

Patrick PICARD
Secrétaire du Conseil

Technip

Société anonyme
au capital social de 93 271 394,25 €
Siège social : 89 avenue de la Grande Armée
75116 Paris
589 803 261 RCS Paris

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 25 OCTOBRE 2016

PROCES-VERBAL - EXTRAIT

La séance est ouverte à 9 heures par M. PILENKO, Président du Conseil d'Administration, au siège social.

Présents:

Mme DEVINE	Administrateur, Senior Independent Director
M. COLOMBANI	Administrateur
Mme COSTA	Administrateur
Mme DEBON	Administrateur
Mme GIROTRA	Administrateur (par téléphone)
Mme GJØRV	Administrateur
M. HAUSER	Administrateur
M. HOUSSIN	Administrateur
M. O'LEARY	Administrateur
M. RINALDI	Administrateur
M. SIVIGNON	Administrateur
M. GAINNIER	Commissaire aux Comptes (Cabinet PriceWaterhouseCoopers Audit)
M. DEMARCQ	Commissaire aux Comptes (Cabinet PriceWaterhouseCoopers Audit)
M. GOUDARD	Commissaire aux Comptes (Cabinet Ernst & Young et Autres)
M. MACCIOCE	Commissaire aux Comptes (Cabinet Ernst & Young et Autres)
M. BOE	President North Sea Canada
M. FREEMAN	Group General Counsel
M. HASSELKNIPPE	President Subsea
M. PARMENTIER	Group Human Resources
M. VILLA	President EMIA
M. WALDRON	Group Chief Financial Officer
M. CARDI	Darrois, Villey, Maillot Brochier
M. CATOIR	Darrois, Villey, Maillot Brochier
Mme LOGET	Davis Polk & Wardwell
M. AUBRY	Deputy Chief Financial Officer
Mme DUPERAT-VERGNE	Deputy Chief Financial Officer
M. CESSOT	Vice President Strategy & Development
M. SIEGEL	Vice President Legal
M. PICARD	Secrétaire du Conseil

Technip

Le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer.

(...)

11. Montant du capital au 14 octobre 2016

Les trois premiers trimestres de l'exercice 2016 ont été marqués par trois opérations qui ont conduit à l'augmentation du capital de Technip de 3 312 406 actions (soit 2 525 709,58 €).

Les variations correspondantes ont déjà été constatées en cours d'année pour deux d'entre elles relatives :

- au paiement du dividende en actions (24 mai 2016)

En application de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2016 et de la délégation de pouvoirs accordée par le Conseil d'administration de Technip à son Président-Directeur général en date du 28 avril 2016 dans le cadre de la mise en œuvre du paiement du dividende en actions de l'exercice 2015, le Président-Directeur général a constaté le 24 mai 2016 la création de 3 168 156 actions, pour un montant nominal de 2 415 718,95 euros.

- à l'émission d'actions de performance résultant du plan du 14 juin 2013 (14 juin 2016)

En application de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 avril 2013 et de l'attribution le 14 juin 2013 du Plan d'Actions de Performance, le Conseil d'administration a constaté le 14 juin 2016 la création de 130 500 actions pour un montant nominal de 99 506,25 euros.

La troisième variation enregistrée porte sur l'augmentation du capital au cours de l'exercice 2016 à la suite de levées d'options de souscription d'actions

L'augmentation du capital entre le 1er janvier et le 14 octobre 2016 porte sur 13 750 actions pour un montant nominal de 10 484,38 euros.

Afin de faciliter la mise en œuvre des formalités requises auprès du Greffe du Tribunal de commerce de Paris par la fusion-absorption transfrontalière de la Société par TechnipFMC prévue par le *Business Combination Agreement* en date du 14 juin 2016 et le projet de traité de fusion approuvé par le Conseil d'administration le 4 octobre 2016, il est opportun de constater, aujourd'hui, avant la fin de l'exercice 2016, le montant du capital au 14 octobre 2016 et de procéder à la modification corrélative des statuts de la Société et à la mise à jour de l'extrait K-bis de la Société.

Sur la base de ce qui précède, le Conseil adopte la délibération suivante :

Technip

DECISION

Le Conseil d'Administration constate qu'au 14 octobre 2016, le nombre d'actions de la Société émises entre le 1er janvier et le 14 octobre 2016, à la suite de la création de :

- 3 168 156 actions au titre du paiement du dividende en actions,
- 130 500 actions émises en vertu d'un plan d'actions de performance,
- 13 750 actions émises en vertu d'un plan d'options de souscription,

s'élève à 3 312 406 actions, soit un montant nominal de 2 525 709,58 euros.

En conséquence, le capital social au 14 octobre 2016 s'élève à 93 281 878,63 euros, divisé en 122 336 890 actions, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

En conséquence de ce qui précède, le Conseil décide de modifier l'article 6 des statuts comme suit :

« ***ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL***

Le capital social est fixé à la somme de 93 281 878,63 euros. Il est divisé en 122 336 890 actions, toutes de même catégorie et entièrement libérées. »

et d'adopter dans leur ensemble les statuts modifiés figurant en Annexe.

Le Conseil donne tous pouvoirs au Président, avec faculté de subdélégation, afin de mettre en œuvre cette décision, et plus généralement prendre toutes mesures nécessaires.

Fin de l'extrait.

1611059007

DATE DEPOT : 09/11/2016

NUMERO DE DEPOT : 2016R110469

N° GESTION : 2010B15034

N° SIREN : 589803261

DENOMINATION : TECHNIP

ADRESSE : 89 AVENUE DE LA GRANDE ARMEE 75116 PARIS

DATE ACTE : 14/06/2016

TYPE ACTE : Extrait de procès-verbal

Technip

Extrait certifié conforme à l'original, le 25/10/2016

Patrick PICARD
Secrétaire du Conseil

Technip

Société anonyme
au capital social de 93 171 888,00 €
Siège social : 89 avenue de la Grande Armée
75116 Paris
589 803 261 RCS Paris

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 JUIN 2016

PROCES-VERBAL - Extrait

La séance est ouverte à 11h45 par M. PILENKO, Président du Conseil d'Administration, au siège social.

Assistent à la séance :

Mme DEVINE	Administrateur, Senior Independent Director
M. COLOMBANI	Administrateur
Mme COSTA	Administrateur
Mme DEBON	Administrateur
M. HAUSER	Administrateur (téléphone)
M. HOUSSIN	Administrateur
Mme GIROTRA	Administrateur (téléphone)
Mme GJØRV	Administrateur
M. O'LEARY	Administrateur
M. RINALDI	Administrateur
M. SIVIGNON	Administrateur
M. FREEMAN	Group General Counsel
M. PARMENTIER	Group Human Resources Director
M. WALDRON	Group Chief Financial Officer
M. CARDI	Darrois, Villey, Maillot, Brochier
M. CATOIR	Darrois, Villey, Maillot, Brochier
M. ROUSSEAU	Goldman Sachs
M. VAN ROSSUM	Goldman Sachs
M. PICARD	Secrétaire du Conseil
M. SIEGEL	Vice President Legal

Technip

Le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer.

(...)

5. Constatation de l'augmentation de capital résultant du plan d'actions de performance 2013

Le 14 juin 2013, le Conseil a décidé d'attribuer des actions de performance en vertu des autorisations consenties par l'Assemblée générale des actionnaires du 25 avril 2013 sous ses 14ème et 15ème résolutions. Le 26 avril 2016, le Conseil a constaté que la Performance de Référence de Technip est égale à 100% et qu'en conséquence la totalité des actions ayant fait l'objet d'attributions le 14 juin 2013 sera définitivement acquise par les bénéficiaires dans les conditions prévues au règlement du plan.

DELIBERATION

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration :

- constate que les 252 salariés et mandataires sociaux ayant une période d'acquisition de trois ans dont le nom et le nombre d'actions attribué à chacun d'eux figurent en annexe à la présente décision remplissent à ce jour les conditions prévues au règlement du plan 2013;

- constate l'expiration ce jour de la période d'attribution des actions de performance fixée par le règlement du plan 2013 pour les bénéficiaires ayant une période d'acquisition de trois ans et l'attribution définitive d'un total de 130 500 actions de performance ;

- en conséquence, constate la réalisation de l'augmentation de capital correspondante d'un montant de 99 506,25 euros par prélèvement sur le poste de réserves disponibles "15879 – TECHNIP" de la Société, et l'émission de 130 500 actions nouvelles de 0,7625 euros de nominal chacune. Les actions ainsi émises sont intégralement assimilées aux actions existantes et porteront jouissance au 1er janvier 2016 et feront l'objet d'une demande d'admission à la cotation sur Euronext Paris. Elles comporteront les mêmes droits et obligations que les actions ordinaires déjà émises et seront entièrement assimilées aux actions déjà admises aux négociations ;

En conséquence de ce qui précède, le Conseil décide de modifier l'article 6 des statuts comme suit :

"ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 93 271 394,25 euros. Il est divisé en 122 323 140 actions, toutes de même catégorie et entièrement libérées."

et donne tous pouvoirs au Président Directeur Général, avec faculté de déléguer, à l'effet d'accomplir toutes formalités et plus généralement prendre toutes mesures utiles pour mettre en œuvre la présente décision.

Fin de l'extrait.

1611059006

DATE DEPOT : 09/11/2016

NUMERO DE DEPOT : 2016R110469

N° GESTION : 2010B15034

N° SIREN : 589803261

DENOMINATION : TECHNIP

ADRESSE : 89 AVENUE DE LA GRANDE ARMEE 75116 PARIS

DATE ACTE : 24/05/2016

TYPE ACTE : Décision(s) du président

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT PARIS 16
Le 27/10/2016 Bordereau n°2016/974 Case n°6
Enregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cent cinquante-huit euros
Montant reçu : cinq cent cinquante-huit euros
La Contrôleuse des finances publiques
383
Ext 6278

Technip
Société anonyme
au capital social de 93 171 888 €
Siège social : 89 avenue de la Grande Armée
75116 Paris
589 803 261 RCS Paris

DÉCISION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GENERAL

24 mai 2016

Résultat de l'option pour le paiement du dividende, au titre de l'exercice 2015, en actions

En application de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2016 et de la délégation de pouvoirs du Conseil d'Administration de Technip en date du 28 avril 2016 et dans le cadre des délibérations relatives à l'option pour le paiement du dividende en actions nouvelles, au titre de l'exercice 2015,

Je soussigné, Thierry Pilenko, Président-Directeur Général de Technip,

<u>Après avoir rappelé que</u> :

- Le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles qui seront remises en paiement du dividende est fixé à 42,87 euros. Ce prix est égal à 90% de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des 20 séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée Générale diminuée du montant net du dividende proposé et arrondi au centime d'euro immédiatement supérieur.

- La date de cotation des actions ex-dividende a été fixée au 4 mai 2016.

- Les actionnaires ont pu exercer leur option entre le 4 mai 2016 et le 17 mai 2016

- Si le montant des dividendes pour lesquels a été exercée l'option ne correspondait pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire a eu la possibilité de recevoir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant, le jour où il a exercé son option, la différence en numéraire, ou de recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur, complété d'une soulte en espèces.

Constate ce qui suit :

- Au vu des documents transmis par Société Générale, établissement qui assure la centralisation des opérations relatives au paiement du dividende au titre de l'exercice 2015, 3 168 156 actions nouvelles, émises au prix de 42,87 euros chacune, ont été souscrites, représentant une augmentation de capital d'un montant de 2 415 718,95 euros et une prime d'émission de 133 403 128,77 euros.

- Le capital de la société est porté de 90 756 169,05 euros à 93 171 888 euros par la création de 3 168 156 actions nouvelles de 0,7625 euros de nominal chacune,

Le Président-Directeur Général rappelle pour autant que de besoin que les actions ainsi émises en paiement du dividende sont intégralement libérées et assimilées aux actions existantes et porteront jouissance au 1er janvier 2016 et feront l'objet d'une demande d'admission à la cotation sur Euronext Paris. Elles comporteront les mêmes droits et obligations que les actions ordinaires déjà émises et seront entièrement assimilées aux actions déjà admises aux négociations.

MODIFICATION DES STATUTS

En conséquence de ce qui précède, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 28 avril 2016, le Président-Directeur Général décide que l'article 6 des statuts sera rédigé comme suit :

ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 93 171 888 euros. Il est divisé en 122 192 640 actions, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

Fait à Paris, le 24 mai 2016

En 4 exemplaires originaux

Le Président-Directeur Général
Thierry Pilenko

1611059005

DATE DEPOT : 09/11/2016

NUMERO DE DEPOT : 2016R110469

N° GESTION : 2010B15034

N° SIREN : 589803261

DENOMINATION : TECHNIP

ADRESSE : 89 AVENUE DE LA GRANDE ARMEE 75116 PARIS

DATE ACTE : 28/04/2016

TYPE ACTE : Extrait de procès-verbal

Technip

Copie certifiée conforme
Pc 25/10/2016
P. PICARD
Secrétaire du Conseil

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 AVRIL 2016

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

La séance est ouverte à 18 h 30 par M. PILENKO, Président du Conseil d'Administration, au siège social.

Assistent à la séance :

Mme DEVINE	Administrateur, Senior Independent Director
M. COLOMBANI	Administrateur
Mme COSTA	Administrateur
Mme DEBON	Administrateur
Mme GIROTRA	Administrateur
M. HAUSER	Administrateur
M. HOUSSIN	Administrateur
M. O'LEARY	Administrateur
M. RINALDI	Administrateur
M. FREEMAN	Group General Counsel
M. WALDRON	Group Chief Financial Officer
M. HENROT	Banque Rothschild
M. DARROIS	Darrois, Villey, Maillot, Brochier
M. PICARD	Secrétaire du Conseil
M. SIEGEL	Vice President Legal

Absents et excusés :

Mme GJØRV	Administrateur
M. SIVIGNON	Administrateur

Le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer.

.....

2. Mise en œuvre du paiement du dividende en actions

a) Prix des actions à émettre pour le paiement du dividende en actions.

Conformément à la 3ème résolution adoptée par l'Assemblée Générale de ce jour, les actions nouvelles, en cas d'exercice de l'option pour le paiement du dividende en actions, seront émises avec une décote de 10% applicable au prix égal à la moyenne des premiers cours cotés sur le marché de l'Euronext Paris lors des 20 séances de Bourse précédant le jour de l'Assemblée Générale diminués du montant du dividende faisant l'objet de la 2ème résolution et arrondi au centime d'euro supérieur. Compte tenu de la moyenne enregistrée au cours de la période considérée soit 49,63 €, le prix d'émission des actions nouvelles sera de 49,63 – 2 = 47,63– 10% = 42,87 € (arrondi au centime d'euro supérieur).

Il appartient au Conseil d'Administration de constater ce prix d'émission.

DELIBERATION

Le Conseil d'Administration constate que le prix d'émission des actions nouvelles, au titre de l'option pour le paiement du dividende en actions, sera de 42,87 €.

b) Délégation au Président du Conseil d'Administration pour la mise en œuvre de l'option de paiement du dividende en actions

La procédure relative au paiement du dividende en actions requiert l'intervention du Conseil d'Administration ou, sur délégation du Conseil, au Président du Conseil d'Administration, à l'effet de constater le nombre d'actions nouvelles à créer, au titre du paiement du dividende en actions et prendre toutes dispositions nécessaires en relation avec cette opération.

Dans la mesure où, selon le calendrier des opérations, ces données seront disponibles le 24 mai 2016, il est proposé que le Conseil d'Administration délègue, en tant que de besoin, les pouvoirs nécessaires au Président du Conseil d'Administration.

DELIBERATION

Le Conseil d'Administration délègue tous pouvoirs au Président du Conseil d'Administration, au titre de la mise en œuvre de l'option pour le paiement du dividende en actions, à l'effet d'assurer le paiement du dividende en actions nouvelles, et préciser les modalités d'application et d'exécution, constater le nombre d'actions nouvelles émises et apporter aux statuts toutes modifications nécessaires relatives au capital social et au nombre d'actions composant le capital social et plus généralement faire tout ce qui serait utile ou nécessaire aux effets ci-dessus.

.....

1611059004

DATE DEPOT : 09/11/2016

NUMERO DE DEPOT : 2016R110469

N° GESTION : 2010B15034

N° SIREN : 589803261

DENOMINATION : TECHNIP

ADRESSE : 89 AVENUE DE LA GRANDE ARMEE 75116 PARIS

DATE ACTE : 28/04/2016

TYPE ACTE : Extrait de procès-verbal

Extrait certifié conforme à
l'original, le 25/10/2016

Thierry Pilenko
Président Directeur Général

TECHNIP
Société Anonyme au capital de 90 756 779,05 €
Siège social : 89 avenue de la Grande Armée
75116 PARIS
RCS Paris 589 803 261

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 28 AVRIL 2016

PROCES VERBAL - Extrait

L'an deux mille seize,

le 28 avril à 15 heures,

les actionnaires de TECHNIP, société anonyme au capital de 90 756 779,05 euros, divisé en 119 025 284 actions, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, dans la Salle Wagram, 39-41 avenue de Wagram 75017 Paris, sur convocation du Conseil d'Administration, suivant avis préalable paru dans le BALO du 16 mars 2016 et avis de convocation paru dans les « Petites Affiches » et au BALO, en date du 8 avril 2016, ainsi que par lettre adressée le 8 avril 2016 à tous les titulaires d'actions nominatives à cette date.

Une feuille de présence a été établie, à laquelle ont été annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires et qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par M. Thierry PILENKO, Président du Conseil d'Administration.

MM. Eric LEFEBVRE et Didier HOUSSIN les deux actionnaires présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix, sont appelés comme scrutateurs.

M. Patrick PICARD est désigné comme secrétaire.

Le tout conformément à l'article 23 des statuts.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que les 1 156 actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance, possèdent 56 126 053 actions, donnant droit à 66 444 034 voix, soit plus du quart des actions ayant droit de vote.

Le Président constate que M. GOUDARD représentant le cabinet ERNST & YOUNG AUDIT et AUTRES et M. Edouard DEMARCQ, représentant le cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, Commissaires aux Comptes de la société, régulièrement convoqués, sont présents.

L'Assemblée pouvant ainsi valablement délibérer est déclarée régulièrement constituée.

(...)

Deuxième résolution

Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2015 et fixation du dividende

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, constate que le bénéfice de l'exercice clos au 31 décembre 2015 s'élève à 5 230 470,90 euros, qu'il n'y a pas lieu de doter la réserve légale qui atteint déjà le dixième du capital social et que le bénéfice distribuable s'établit à 2 885 922 504,99 euros compte tenu du report à nouveau disponible de 492 349 405,42 euros.

L'Assemblée Générale décide en conséquence de verser à titre de dividende un montant de 2,00 euros par action, soit un montant global de 236 411 218,00 euros, le solde du bénéfice étant affecté en report à nouveau, étant précisé qu'en cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende par rapport aux 119 024 484 actions composant le capital social au 31 décembre 2015, le montant global des dividendes serait ajusté en conséquence et le solde étant affecté au report à nouveau serait déterminé sur la base des dividendes effectivement mis en paiement.

Les actions autodétenues au jour de la mise en paiement du dividende seront exclues du bénéfice de cette distribution et les sommes correspondantes affectées au compte report à nouveau.

L'Assemblée Générale rappelle, en outre, qu'au titre des trois derniers exercices, le montant des dividendes et des distributions éligibles à l'abattement de 40 % ont été les suivants :

Exercice	Dividende par action	Montant des distributions éligibles à l'abattement de 40 %
2012	1,68 €	1,68 €
2013	1,85 €	1,85 €
2014	2,00 €	2,00 €

Cette résolution est adoptée par 64 600 698 voix pour, 1 835 075 voix contre et 10 146 abstentions.

Troisième résolution

Option pour le paiement du dividende en actions nouvelles et fixation de la date de mise en paiement

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et constatant que le capital est entièrement libéré, décide d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement en actions nouvelles de la Société du dividende qui fait l'objet de la deuxième résolution. Chaque actionnaire pourra opter pour le paiement du dividende en numéraire ou pour le paiement du dividende en actions conformément à la présente résolution, mais cette option s'appliquera au montant total du dividende auquel il a droit.

Les actions nouvelles, en cas d'exercice de la présente option, seront émises avec une décote de 10 % applicable au prix égal à la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des 20 séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée Générale diminuée du montant du dividende faisant l'objet de la deuxième résolution et arrondi au centime d'euro supérieur. Les actions ainsi émises porteront jouissance au 1er janvier 2016. Les actionnaires pourront opter pour le paiement du dividende en espèces ou pour le paiement du dividende en actions nouvelles entre le 4 mai 2016 et le 17 mai 2016 inclus, en adressant leur demande aux intermédiaires financiers habilités à payer ledit

dividende ou, pour les actionnaires inscrits dans les comptes nominatifs purs tenus par la Société, à son mandataire (Société Générale, Département des titres et bourse, 32, rue du Champ de Tir, BP 81236 Nantes Cedex 3).

Au-delà de la date du 17 mai 2016, le dividende sera payé uniquement en numéraire.

Pour les actionnaires qui n'auront pas opté pour un versement du dividende en actions, le dividende sera payé à compter du 26 mai 2016. Pour les actionnaires ayant opté pour le paiement du dividende en actions, la livraison des actions interviendra à compter de la même date.

Si le montant des dividendes pour lesquels est exercée l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire pourra recevoir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant, le jour où il exerce son option, la différence en numéraire, ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur, complété d'une soulte en espèces.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer au Président du Conseil d'Administration dans les conditions prévues par la loi, à l'effet d'assurer la mise en œuvre du paiement du dividende en actions nouvelles, en préciser les modalités d'application et d'exécution, constater le nombre d'actions nouvelles émises en application de la présente résolution et apporter aux statuts toutes modifications nécessaires relatives au capital social et au nombre d'actions composant le capital social et plus généralement faire tout ce qui serait utile ou nécessaire.

Cette résolution est adoptée par 66 163 158 voix pour, 270 828 voix contre et 11 933 abstentions.

(...)

Vingt-troisième résolution

Pouvoirs en vue des formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées mixtes, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal aux fins d'effectuer ou faire effectuer toutes formalités légales de dépôt, de publicité et autres.

Fin de l'extrait.

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 09-11-2016

N° DE DEPOT : 2016R110469

N° GESTION : 2010B15034

N° SIREN : 589803261

DENOMINATION : TECHNIP

ADRESSE : 89 AVENUE DE LA GRANDE ARMEE 75116 PARIS

DATE D'ACTE : 25-10-2016

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

Technip

Copie certifiée conforme
Paris, le 25/10/2016
Thierry PILENKO
Président Directeur Général

TECHNIP

Société Anonyme au Capital de 93 281 878,63 euros

89, avenue de la Grande Armée

75116 PARIS

589.803.261 R.C.S PARIS

STATUTS

---

25 octobre 2016

Technip

SOMMAIRE

TITRE I	FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE - DUREE	
Article :	*Titre article :*	*Page :*
ARTICLE 1	FORME	3
ARTICLE 2	DENOMINATION	3
ARTICLE 3	OBJET	3
ARTICLE 4	SIEGE SOCIAL	4
ARTICLE 5	DUREE	4
TITRE II	**CAPITAL SOCIAL – ACTIONS**	
ARTICLE 6	CAPITAL SOCIAL	5
ARTICLE 7	LIBERATION DES ACTIONS	5
ARTICLE 8	INTERETS SUR PAIEMENTS TARDIFS	5
ARTICLE 9	FORME ET TRANSMISSION DES ACTIONS	5
ARTICLE 10	INDIVISIBILITE DES ACTIONS	5
ARTICLE 11	DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS	6
ARTICLE 12	DROIT DE VOTE DOUBLE	6
ARTICLE 13	IDENTIFICATION DES ACTIONNAIRES – DECLARATION DE FRANCHISSEMENT DE SEUIL	6
TITRE III	**ADMINISTRATION DE LA SOCIETE**	
ARTICLE 14	COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	7
ARTICLE 15	PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	9
ARTICLE 16	DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	9
ARTICLE 17	POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	10
ARTICLE 18	DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE	10
ARTICLE 19	DIRECTEUR GENERAL ET DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES	11
ARTICLE 20	COMITES – REGLEMENT INTERIEUR	12
ARTICLE 21	CONVENTIONS REGLEMENTEES	12
ARTICLE 22	REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS ET DE LA DIRECTION GENERALE	13
TITRE IV	**ASSEMBLEES GENERALES**	
ARTICLE 23	REGLES GENERALES	13
TITRE V	**COMMISSAIRES AUX COMPTES**	
ARTICLE 24	COMMISSAIRES AUX COMPTES	14
TITRE VI	**INVENTAIRES – BENEFICES – FONDS DE RESERVE – REPARTITION DES BENEFICES**	
ARTICLE 25	EXERCICE SOCIAL	15
ARTICLE 26	COMPTES ANNUELS	15
ARTICLE 27	REPARTITION DES BENEFICES	15
ARTICLE 28	PAIEMENT DES DIVIDENDES	15
TITRE VII	**DISSOLUTION – LIQUIDATION**	
ARTICLE 29	DISSOLUTION – LIQUIDATION	16
TITRE VIII	**CONTESTATIONS**	
ARTICLE 30	CONTESTATIONS	16

TITRE I

FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE – DUREE

ARTICLE 1 – FORME

La Société est constituée sous la forme d'une société anonyme et est régie par les dispositions du Livre Deuxième du code de commerce, du décret n°67-236 du 23 mars 1967, des lois en vigueur sur les sociétés anonymes, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 – DÉNOMINATION

La Société a pour dénomination :

TECHNIP

Sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit être immédiatement précédée ou suivie des mots « société anonyme » ou « S.A. », de l'énonciation du montant du capital social, du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 3 – OBJET

La Société a pour objet en tous pays :

Les études et services d'ingénierie et la réalisation d'installations industrielles complexes, notamment dans le domaine des hydrocarbures ainsi que dans tous secteurs industriels, notamment la chimie et les sciences de la vie.

La conception, la fabrication, l'achat, la vente, la construction, l'assemblage et l'installation de matériaux, produits, équipements et systèmes destinés à de telles installations, notamment de supports fixes ou flottants et de conduites pour les développements des champs pétroliers en mer.

La fourniture de tous services liés à ces produits, équipements et installations.

Le développement et la mise au point de tous procédés et produits pour l'utilisation pratique sur le plan industriel des résultats des études effectuées par la Société ou par toute autre personne, physique ou morale.

Le dépôt, l'acquisition, l'obtention, l'exploitation directe ou indirecte, la cession ou la vente de toutes marques de fabrique, de tous procédés de fabrication, de tous brevets et licences de brevets.

La participation directe ou indirecte de la Société dans toute opération de cette nature soit par voie de création de sociétés, d'apports des sociétés déjà existantes, de fusion avec elles, de cession à des sociétés de tout ou partie de ses biens ou droits immobiliers et mobiliers, de souscriptions, achats et ventes de titres et droits sociaux, de commandites, d'avances, de prêts ou autrement.

La prise de participations par tous moyens et sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés et entreprises industrielles, commerciales, financières et immobilières, françaises ou étrangères qu'elle qu'en soit la forme juridique, la gestion et, le cas échéant, l'aliénation de ces participations.

Généralement, toutes opérations, commerciales, financières, industrielles ou civiles, mobilières ou immobilières, accomplies pour son propre compte ou pour compte de tiers, se rattachant directement ou indirectement à l'un des objets sus-énoncés et à tous objets similaires semblables ou connexes, et plus généralement toutes opérations facilitant ou concourant à la réalisation de ces objets.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé à :

89 avenue de la Grande Armée
75116 PARIS

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires. »

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 21 avril 1958. Sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts, elle se terminera donc le 20 avril 2057.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Conseil d'Administration convoquera l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires à l'effet de statuer sur la prorogation de la Société.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 93 281 878,63 euros. Il est divisé en 122 336 890 actions, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

ARTICLE 7 – LIBERATION DES ACTIONS

Le montant des actions à souscrire contre espèces est payable soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Le Conseil d'Administration pourra autoriser tout versement anticipé et accepter toute libération par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

ARTICLE 8 – INTERETS SUR PAIEMENTS TARDIFS

Tout versement en retard porte intérêts de plein droit en faveur de la Société à un taux de 3% au-dessus de l'EURIBOR (ou tout indice qui s'y substituerait) à trois mois avec un minimum de 7% à compter de la date de l'exigibilité, calculés jour par jour, et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévue par la loi.

ARTICLE 9 – FORME ET TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Elles sont librement négociables sous réserves des dispositions législatives et réglementaires. Elles se transmettent par virement de compte à compte.

ARTICLE 10 – INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action ou aux actions indivise(s) appartient à l'usufruitier lors des Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire lors des Assemblées Générales Extraordinaires.

ARTICLE 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la fraction du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Les droits et obligations attachés à chaque action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs titres pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou à la suite d'une augmentation ou d'une réduction de capital, quelles qu'en soient les modalités, d'une fusion ou de toute autre opération, les propriétaires de titres en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer leurs droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres ou de droits formant rompus nécessaires.

ARTICLE 12 – DROIT DE VOTE DOUBLE

Depuis le 24 novembre 1995, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Les actions nominatives bénéficiant d'un droit de vote double converties au porteur pour quelque raison que ce soit perdent le droit de vote double.

ARTICLE 13 – IDENTIFICATION DES ACTIONNAIRES – DECLARATION DE FRANCHISSEMENT DE SEUIL

La Société peut à tout moment, conformément aux dispositions légales et réglementaires, demander à tout organisme ou intermédiaire, tous renseignements lui permettant d'identifier les détenteurs de titres de la Société conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux Assemblées, ainsi que la quantité des titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

Sans préjudice des seuils visés à l'article L.233-7 du Code de commerce, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou qui cesse de détenir directement ou indirectement un pourcentage du capital ou des droits de vote, égal ou supérieur à 1%, ou un multiple de ce pourcentage inférieur ou égal à 30%, est tenue dans un

délai de cinq jours de Bourse à compter du franchissement de l'un de ces seuils, de déclarer à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le nombre total d'actions, de droits de vote et de titres donnant accès à terme au capital de la Société qu'elle possède directement ou indirectement, seule ou de concert.

Le non-respect de l'obligation de déclaration des seuils statutaires donne lieu à privation des droits de vote pour les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée dans les conditions exposées ci-dessus, pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification, sur demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 1% du capital ou des droits de vote de la Société.

TITRE III

ADMINISTRATION – DIRECTION GENERALE - CONTROLE

ARTICLE 14 – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 – Nombre d'administrateurs

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve des dérogations prévues par la loi.

2 – Actions détenues par les administrateurs

Chaque administrateur doit être propriétaire de quatre cents actions au moins qui doivent être détenues au nominatif. Si au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il doit régulariser sa situation dans un délai de trois mois, sous peine d'être réputé démissionnaire d'office.

3 – Administrateurs personnes morales

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce dernier cas, lors de sa nomination, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Le mandat du représentant permanent désigné par la personne morale nommée administrateur lui est donné pour la durée du mandat de cette dernière. Il doit être confirmé lors de chaque renouvellement du mandat de la personne morale Administrateur.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, cette révocation, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

4 – Durée des fonctions

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée de quatre ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Le Conseil d'Administration se renouvellera par roulement tous les deux ans de façon telle que ce renouvellement porte sur la moitié des membres du Conseil d'Administration si ce Conseil est composé d'un nombre pair d'administrateurs ou sur la moitié ajustée à l'unité supérieure si le Conseil est composé d'un nombre impair d'administrateurs. Pour l'application de cette disposition, l'ordre de sortie sera décidé par le Conseil d'Administration à sa première réunion suivant l'adoption de la présente clause statutaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés ou, à défaut, par un tirage au sort en séance. Une fois le roulement établi, le renouvellement aura lieu par ordre d'ancienneté des nominations ou, en cas de choix à effectuer entre plusieurs membres ayant la même ancienneté de nomination, à l'unanimité des membres présents ou représentés du Conseil ou, à défaut, par un tirage au sort entre lesdits membres. Le mandat des administrateurs ainsi désignés ou tirés au sort deviendra automatiquement caduc.

Les membres du Conseil d'Administration sont toujours rééligibles.

5 – Limite d'âge

Le nombre des Administrateurs personnes physiques âgés de plus de 70 ans ne pourra pas être supérieur au tiers des Administrateurs en fonction à la date de clôture de l'exercice. Lorsque ce nombre est dépassé, le membre du Conseil d'Administration le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

6 – Vacances – Cooptation – Ratifications

En cas de vacances par décès ou par démission d'un ou de plusieurs sièges de membres du Conseil d'Administration, le Conseil d'Administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Si le nombre des membres du Conseil d'Administration devient inférieur à trois, il doit convoquer immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

Les nominations provisoires effectuées par le Conseil d'Administration doivent être soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de ratification, les décisions prises antérieurement par le Conseil d'Administration n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre demeure en fonction pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 15 – PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 – Désignation

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est obligatoirement une personne physique, pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat de membre du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut élire un ou plusieurs Vice-Présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leurs mandats d'administrateurs.

2 – Limite d'âge

Nul ne peut être nommé Président du Conseil d'Administration s'il est âgé de plus de 65 ans. Le Président du Conseil d'Administration ayant atteint cet âge est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle il atteint cet âge.

3 – Pouvoirs

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président du Conseil d'Administration rend compte, dans un rapport joint au rapport annuel présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société. Le rapport indique, en outre, les éventuelles limitations que le Conseil d'Administration apporte aux pouvoirs du Directeur Général.

ARTICLE 16 – DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 – Convocations

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tous moyens, même verbalement.

2 – Réunions

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres sont présents.

Dans les conditions et limites fixées par la réglementation en vigueur, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui, sans être physiquement présents, participent aux réunions du Conseil d'Administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. La voix du président de séance est prépondérante en cas de partage.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Un secrétaire peut être désigné et choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

ARTICLE 17 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 – Pouvoirs

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

2 – Limites

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

3 – Contrôles

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur Général de la Société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

ARTICLE 18 – DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE

La Direction Générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Sous réserve que la question ait été inscrite à l'ordre du jour, le Conseil d'Administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale précitées. Les modalités ainsi choisies seront applicables jusqu'à décision contraire du Conseil d'Administration.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions fixées par la réglementation.

ARTICLE 19 – DIRECTEUR GENERAL ET DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

1 – Directeur Général

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des statuts ou les décisions du Conseil d'Administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers. Le Président du Conseil d'Administration rend compte, dans les conditions prévues à l'article 15 des présents statuts, des limitations éventuelles que le Conseil d'Administration apporte aux pouvoirs du Directeur Général.

Lorsque la Direction Générale de la Société est assumée par le Président du Conseil d'Administration, les dispositions du présent article et de la loi relative au Directeur Général lui sont applicables et il prend le titre de Président – Directeur Général.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 65 ans. Le Directeur Général ayant atteint cet âge est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle il atteint cet âge.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

2 – Directeurs Généraux Délégués

Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué.

Le nombre maximum de Directeurs Généraux Délégués qui peuvent être nommés est fixé à cinq.

Nul ne peut être nommé Directeur Général Délégué s'il est âgé de plus de 65 ans. Le Directeur Général Délégué ayant atteint cet âge est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle il atteint cet âge.

Sur proposition du Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués. Les Directeurs Généraux Délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

ARTICLE 20 – COMITES – REGLEMENT INTERIEUR

Le Conseil d'Administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet pour avis à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Le Conseil d'Administration pourra notamment créer dans ce cadre un comité stratégique, un comité de nomination et des rémunérations et un comité d'audit.
Le Conseil d'Administration peut également adopter un règlement intérieur.

ARTICLE 21 – CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles l'une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des Administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du Conseil de Surveillance ou de façon générale dirigeant de cette entreprise.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à cette procédure. Elles doivent toutefois être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil d'Administration et aux commissaires aux comptes.

ARTICLE 22 – REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS ET DE LA DIRECTION GENERALE

1 – Rémunération

La rémunération du Président, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués est déterminée par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, que cette Assemblée détermine sans être liée par des décisions antérieures. Le Conseil d'Administration répartit librement entre ses membres les sommes globales allouées aux administrateurs sous forme de jetons de présence.

Il peut être alloué par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles aux administrateurs chargés de missions ou de mandats déterminés ; dans ce cas, ces rémunérations sont soumises à l'autorisation du Conseil d'Administration dans les conditions prévues à l'article 21 des présents statuts.

2 – Remboursement de frais

Le Conseil d'Administration peut autoriser le remboursement des frais de voyage et de déplacement et des dépenses engagées par les administrateurs dans l'intérêt de la Société.

TITRE IV

ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 23 – REGLES GENERALES

1 – Pouvoirs

Les Assemblées Générales, qu'elles soient à caractère ordinaire, extraordinaire ou mixte, délibèrent dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent et exercent les pouvoirs qui leurs sont attribués par la loi.

2 – Convocation et Tenue des Assemblées Générales - Délibérations

Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Elles sont réunies au siège ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration et en son absence par un administrateur délégué à cet effet par le Conseil d'Administration. A défaut, l'Assemblée Générale élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptant ces fonctions, qui disposent par eux-même ou comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne un secrétaire, qui peut être pris en dehors des membres de l'Assemblée.

3 – Participation

Tout actionnaire peut, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, soit assister personnellement aux Assemblées Générales, soit voter à distance, soit s'y faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix.

Il est justifié du droit de participer aux Assemblées Générales par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application de l'article L.228-1 du Code de commerce, au troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, conformément à la réglementation en vigueur.

Les personnes morales actionnaires participent aux Assemblées par leurs représentants légaux ou par toute personne désignée à cet effet par ces derniers.

Les actionnaires peuvent, dans les conditions fixées par les lois et les règlements, adresser leur formule de procuration et de vote à distance concernant toute Assemblée Générale, soit sous forme papier, soit, sur décision du Conseil d'Administration au moment de la convocation de l'Assemblée, par voie électronique.

En cas d'utilisation d'un formulaire de vote à distance ou de procuration électronique, la signature électronique peut résulter d'un procédé fiable d'identification de l'actionnaire, garantissant son lien avec le formulaire auquel elle s'attache.

Tout actionnaire pourra également, si le Conseil d'Administration le décide au moment de la convocation de l'Assemblée, participer à l'Assemblée Générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication, y compris internet, dans les conditions prévues par la réglementation applicable au moment de son utilisation.

Tout actionnaire participant à l'Assemblée par l'un des moyens précités sera réputé présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

La Société pourra, conformément à la réglementation applicable, recourir à la communication électronique en lieu et place d'un envoi postal pour satisfaire aux formalités prévues par la réglementation.

TITRE V

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 24 – CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Au moins deux commissaires aux comptes titulaires et au moins deux commissaires aux comptes suppléants sont proposés à la désignation par l'Assemblée Générale Ordinaire des

actionnaires par un projet de résolution émanant du Conseil d'Administration ou, dans les conditions prévues par la loi, des actionnaires. Ils sont désignés pour six exercices, leurs fonctions expirant après approbation des comptes du sixième exercice.

TITRE VI

INVENTAIRES – BENEFICES – FONDS DE RESERVE

REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 25 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 26 – COMPTES ANNUELS

Le Conseil d'Administration tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce. L'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice, ou, en cas de prolongation, dans un délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 27 – REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice distribuable tel que défini par la loi, l'Assemblée Générale Ordinaire peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 28 – PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'Assemblée Générale Ordinaire ou, à défaut, par le Conseil d'Administration. Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

L'Assemblée Générale Ordinaire a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

Sous les limites et dans les conditions prévues par la loi, le Conseil d'Administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes. Dans ce cas, le Conseil d'Administration pourra faire usage de l'option prévue à l'alinéa précédent.

TITRE VII

DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 29 – DISSOLUTION-LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution judiciaire prévue par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution – qu'elle soit volontaire ou judiciaire – entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il n'y ait lieu à liquidation.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 30 – CONTESTATIONS

Toutes contestations relative à l'application des présents statuts qui pourraient s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou de contrôle et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le ressort du tribunal compétent, et toutes assignations et significations sont régulièrement notifiées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République, près le Tribunal de Grande Instance compétent.